

L'artiste ne veut pas de ghetto mais tient à sa spécificité

Lisa Fitzgibbons

Number 79, November 1994

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/42305ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Fitzgibbons, L. (1994). L'artiste ne veut pas de ghetto mais tient à sa spécificité. *Liaison*, (79), 14–16.

L'artiste ne veut pas de ghetto mais tient à sa spécificité

«La réalité des artistes francophones n'est pas la même que celle des artistes anglophones. Il faut être extrêmement sensible à cette différence. Je suis déçue de constater que le débat a peu progressé en vingt ans.»

Lisa Fitzgibbons

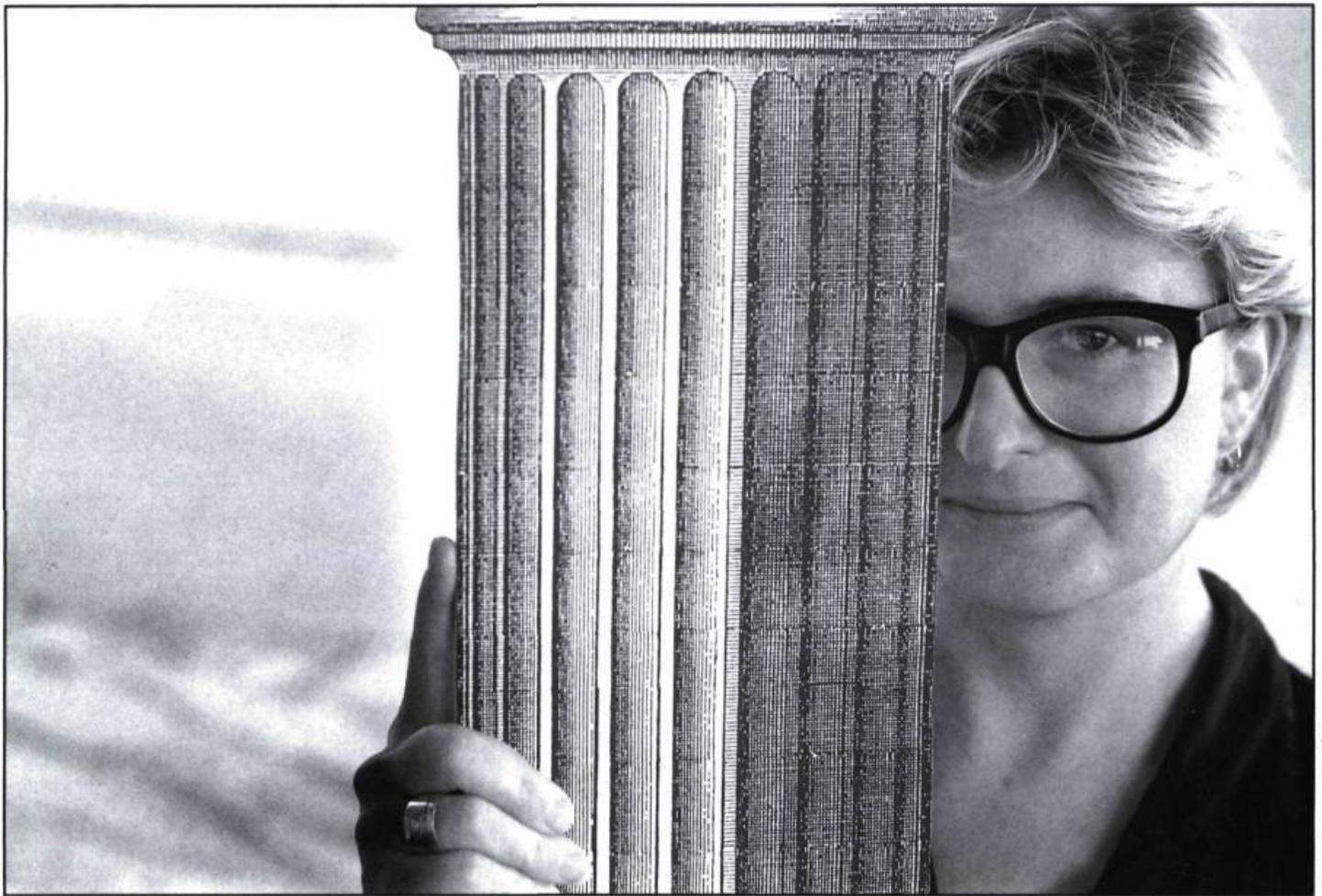
Lisa Fitzgibbons est née à Québec mais déménage à l'âge de neuf ans à Ottawa avec sa famille. Elle y fait des études universitaires où elle découvre la photographie. Puis, en 1990, elle décroche un

Concordia, de Montréal. C'est ainsi qu'elle réalise un premier court métrage intitulé *Male en parlant, male entendant*, puis un second en 1993, *Études familiales / Domestic Sciences*. Elle a d'abord choisi



baccalauréat en beaux-arts / production cinématographique à l'Université

de s'identifier comme artiste visuelle qui utilise le médium du cinéma.



PHOTOS : ANDRÉ PILON

Présidente sortante du Bureau des regroupements des artistes visuels de l'Ontario (BRAVO), Lisa Fitzgibbons répond ici aux questions de François-X. Chamberland.

Il serait sûrement intéressant, dans un premier temps que vous fassiez le bilan de BRAVO. Quels sont les bons coups de votre organisme depuis sa création en 1991 ?

D'abord, ce serait d'avoir atteint le cap des cent membres. Mais ce qu'il faut surtout souligner, c'est la réussite exemplaire des membres à se doter d'une organisation qu'ils ont modelée, façonnée, selon leurs aspirations et selon leurs besoins. Nous, au conseil d'administration, nous avons voulu refléter la structure que les artistes voulaient avoir, notamment qu'il y ait des régions fortes, flexibles, aptes à répondre à leurs besoins.

Mais ce qui frappe depuis la création de BRAVO, c'est de découvrir non seulement

l'existence d'un très grand nombre d'artistes ontariens, mais c'est aussi de constater leur grand dynamisme. Pouvez-vous nous donner quelques exemples du travail des membres de BRAVO ?

Dans l'Est, outre une série d'expositions, nous avons eu la création de cartes postales tout à fait originales. Dans le Nord, ce fut une édition spéciale de sérigraphies présentées dans un coffret. Les artistes de la région du Centre ont exposé lors de la célèbre Nuit sur l'étang. Dans le Sud, on a assisté à des causeries présentées par les artistes dans leur propre atelier. Ces causeries ont provoqué un discours critique, ce qui est intéressant en soi; elles ont surtout développé un sens de camaraderie, un rapprochement. Donc, chaque région a pu répondre à ses besoins propres, qu'il s'agisse de développement professionnel ou de diffusion du produit artistique.

Ce qui nous intéresse surtout, au conseil provincial, c'est d'offrir des ateliers de

formation professionnelle. L'an dernier, par exemple, nous avons organisé des ateliers sur la fiscalité ou encore sur la création d'un portfolio, c'est-à-dire la prise de photos des œuvres et la rédaction d'un curriculum vitae. Nous en aurons d'autres, notamment sur «comment s'y prendre» pour obtenir une subvention. Ainsi, l'artiste sera en mesure d'approcher les bailleurs de fonds et de faire face à la machine bureaucratique.

Est-ce que BRAVO s'est penché sur des projets d'expositions d'œuvres dans des institutions francophones telles que les universités, les collèges ou encore dans des lieux publics tels que les bureaux de la Société Radio-Canada, de La Chaîne ou de l'ACFO ?

Nous avons entamé des démarches dès la création de BRAVO, mais la mise en chantier d'un tel projet prend beaucoup de temps. Nous avons cependant créé une banque de données qui inclut les curriculum vitae des

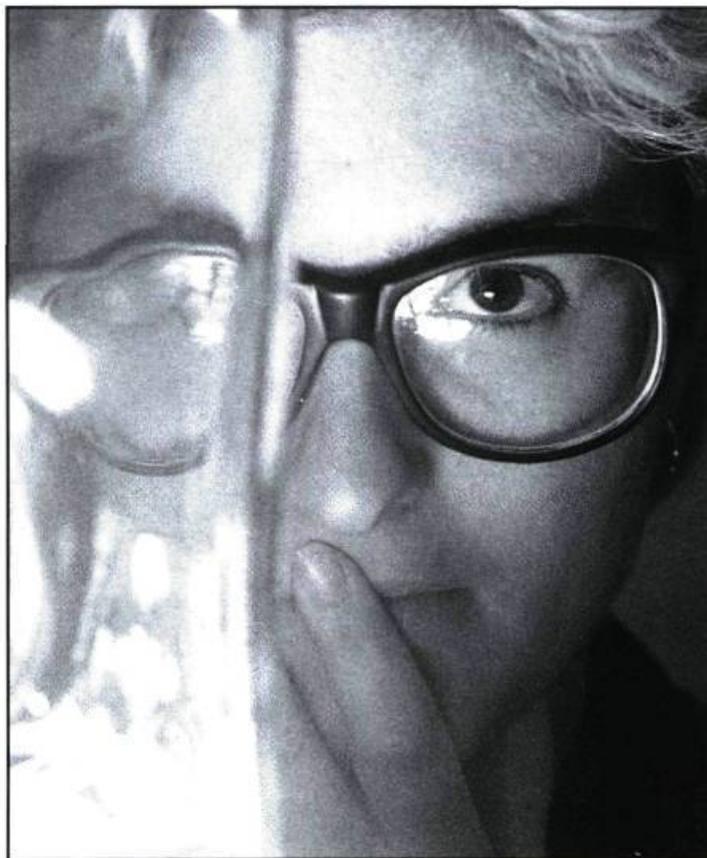
artistes et deux diapositives d'œuvres récentes, dans le but justement de faire connaître le travail des artistes francophones de l'Ontario. Un des mandats de BRAVO consiste, d'ailleurs, à promouvoir la diffusion et la commercialisation des œuvres franco-ontariennes. Nous avons pu compter, à cet effet, sur la collaboration de La Chaîne qui, dans le cadre du projet La Galerie électronique, exposera sur ses ondes les œuvres de trente-quatre artistes membres de BRAVO.

Bravo ! Est-ce que vous songez à présenter des expositions dans les écoles ou à piloter des projets qui pourraient sensibiliser les élèves à l'art visuel, compte tenu de l'enseignement plutôt modeste de l'art dans nos écoles ?

Il y a trois ans, lors de la création de BRAVO, certains artistes nous avaient proposé, à l'instar de Pro-Arts qui venait de disparaître, de remettre sur pied le réseau des galeries éducatives. Mais je dois avouer que ce projet a plutôt été marqué d'une apathie générale venant surtout du milieu de l'éducation. Nous n'avons pas réussi à faire voyager le projet. Alors, pour le moment, l'idée d'un réseau de galeries éducatives, dont le but était de faire une percée dans le milieu scolaire, est laissée à l'initiative des régions.

Cependant, il faut dire que l'une des activités qui fonctionne bien dans le monde de l'éducation, c'est le programme «Artistes dans les écoles» qu'offre le Conseil des arts de l'Ontario. Les membres de BRAVO s'en prévalent et il y a donc une présence de nos artistes dans les écoles. Nous allons voir, dans les années qui viennent, de plus en plus d'artistes profiter du programme offert par le Bureau Arts-Éducation du CAO.

Mais il n'y a pas que ce programme qui permet aux artistes de se produire; il y en a bien d'autres au Conseil des arts de l'Ontario qui



s'offrent aux artistes. Est-ce que ceux-ci les connaissent ? Si oui, s'en prévalent-ils ?

Il y a, chez les artistes, une volonté de ne pas se faire *ghettoïser*, une résistance à transiger uniquement avec le Bureau franco-ontarien, par exemple. Mais faire une demande de bourse au Conseil des arts de l'Ontario présente aussi des difficultés. Par exemple, les artistes francophones ne sont pas connus des artistes anglophones qui font partie des jurys. Le réseau de diffusion, c'est-à-dire les galeries où nos artistes exposent, est inconnu des artistes anglophones. Or, comme nous fonctionnons avec un système de pairs, avec une évaluation par nos semblables, et que les jurys renferment des artistes anglophones, nous sommes perdants au départ puisqu'ils ne connaissent pas, par exemple, la Galerie du Nouvel-Ontario, à Sudbury, ou encore la Galerie Jean-Claude Bergeron, à Ottawa.

Pour pallier à ce problème crucial, nous avons rencontré tous les intervenants au Conseil des arts de l'Ontario et nous leur avons fait des propositions concrètes. La situation est grave; il y a beaucoup de travail

à faire pour établir une proportion équitable au niveau des bourses accordées aux artistes francophones. Les résultats d'une récente analyse démontrent qu'il y a moins de un pour cent de l'argent au Bureau des arts plastiques du Conseil des arts de l'Ontario qui va aux artistes d'expression française. C'est inacceptable !

Est-ce parce que les artistes ne demandent pas de bourses ? Quel est le cœur du problème ?

Il y a plusieurs raisons qui expliquent pourquoi les artistes n'envoient pas leurs dossiers. Plusieurs problèmes, devrais-je dire. Premièrement, parce que les gens qui répondent au téléphone au Bureau des arts plastiques ne parlent pas français. Les fonctionnaires ne sont pas bilingues, et ce, même si leur clientèle inclut des artistes francophones. Si on fait une de-

mande en français, elle est traduite, donc tronquée. On pourrait ajouter aussi qu'il n'y a pas eu d'initiative, qu'il n'y a pas d'ouverture de la part du Conseil des arts de l'Ontario à l'endroit de la communauté. C'est toujours la communauté qui arrive avec ses exigences. Il y a des choses que j'ai dites à des réunions en 1991 ou 1992 et que j'ai dû répéter en 1994. Comme, par exemple, avoir des formulaires bilingues, pouvoir parler en français avec les fonctionnaires. Il me semble que ce sont des choses qu'on n'a plus à demander aujourd'hui.

En tant qu'artiste, en tant que présidente sortante de BRAVO, avez-vous un constat particulier à faire ?

La réalité des artistes francophones n'est pas la même que celle des artistes anglophones. Il faut être sensible à cette différence. Je suis déçue de voir à quel point le débat a si peu progressé en vingt ans.

François-X. Chamberland, peintre-sculpteur, animateur, «De A à X», CJBC-Toronto